

Les hommes, les rapports sociaux de sexe et le féminisme : des avancées sous le signe de l'ambiguïté

Huguette Dagenais et Anne-Marie Devreux

Ce numéro conjoint de deux revues d'études féministes, l'une française, *Nouvelles Questions féministes*, l'autre québécoise, *Recherches féministes*, a constitué une aventure d'un double point de vue : c'est d'abord l'envie d'une collaboration entre deux publications, toutes deux inséparablement militantes et scientifiques, qui se sont donné pour but commun de faire connaître les recherches féministes et de contribuer à leur développement et à leur valorisation; c'est aussi, par le thème retenu, une démarche particulière consistant à se placer, pour un moment, du côté des hommes, dans l'analyse de la domination masculine et du fonctionnement des rapports sociaux entre les sexes. Pour nous, éditrices de ce numéro, c'est également l'occasion de poursuivre les réflexions distinctes et pourtant très proches que nous présentions l'une et l'autre à la table ronde internationale de l'Atelier/Production/REproduction (APRE), à Paris en 1987¹. Il est intéressant de relire dix ans plus tard les points de vue à la fois complémentaires et convergents que nous partagions alors. Ainsi, l'une de nous mettait «l'accent sur la nécessité qu'il y a maintenant, pour avancer dans le "décorticage" des rapports sociaux de sexe et de leurs multiples expressions, de considérer les hommes sous l'angle de leur appartenance à une catégorie sociale de sexe, de caractériser par conséquent les spécificités de la catégorie de sexe masculine» (Devreux 1988 : 150). L'autre souhaitait que cette terminologie abstraite, et relativement nouvelle encore, ne fasse pas «oublier la base matérielle même de ces rapports sociaux [car] l'oppression caractéristique des rapports sociaux de sexe se réalise principalement et très concrètement dans les rapports quotidiens entre des femmes et des hommes de chair et d'os; le contenu du concept d'oppression est constitué de leur vécu. Les rapports sociaux de sexe sont les plus profondément individualisés, les plus intimement liés à l'identité des personnes et, de ce fait, les plus facilement occultables aussi» (Dagenais 1988 : 112-113). La première, «sans esprit de revanche aucun» déclarait : «faisons à leur tour des hommes une catégorie spécifique [...] les hommes ont pour spécificité par rapport aux femmes d'être majoritairement en position supérieure. [...] Mais ils ne sont pas seulement dans cette position parce que les femmes sont au-dessous de celle-ci. Ils y sont parce que les

1. Durant ce colloque, nous étions les deux seules femmes à présenter une communication sur les hommes et à prôner cette perspective de recherche, sur un total de près de 70 communications. Daniel Welzer-Lang était, comme il le souligne dans son article, l'un des rares hommes à présenter une contribution, également sur les hommes, plus spécifiquement sur le vécu d'expériences de contraception masculine.

rapports de sexe les y mettent, parce qu'ils sont produits pour y être, et parce qu'ils luttent pour s'y maintenir». Et elle soulignait les problèmes prévisibles dans la «construction d'objets de recherche au masculin», en particulier le risque d'illégitimité accrue de notre domaine de recherche : «On sait que les femmes posent un «problème social» pour le règlement duquel le sociologue peut être appelé à offrir sa compétence. Mais à qui les hommes pourraient-ils bien poser un "problème social"?» (Devreux 1988 : 153). La seconde soulevait la question des acteurs : qui doit faire ce travail de décorticage? Et sa réponse exprimait l'ambivalence qui caractérise encore aujourd'hui, comme on le verra plus loin dans ce numéro, la position de nombreuses féministes : «On peut penser qu'idéalement de telles recherches doivent être faites par les hommes. Cependant, les hommes ayant développé une analyse critique sont encore une espèce rare dans nos sociétés. Par ailleurs, est-ce vraiment souhaitable que des hommes s'impliquent à ce point dans nos recherches? Du moins tant et aussi longtemps que la recherche féministe se trouvera en position d'infériorité dans le monde scientifique» (Dagenais 1988 : 112).

Les hommes, domination ou changement?

On ne s'étonnera donc pas que, dans notre appel à contribution pour le présent numéro, nous soyons parties du constat que les hommes sont rarement étudiés en tant qu'acteurs de la subordination des femmes. S'il y a des opprimées, il y a donc des oppresseurs, mais c'est, le plus souvent, la situation des premières qui fait l'objet de notre attention et de nos études, ce qui d'ailleurs, est nécessaire et légitime dans le premier temps qui est celui de la mise au jour, de la description et de la dénonciation. On sait combien les sciences humaines et sociales se sont construites sur l'ignorance totale de la situation faite aux femmes et sur l'occultation du rôle des femmes dans l'histoire et dans le développement des sociétés. Pour nous, il est clair que cette mise au jour de leur place et de leur action est une priorité absolue.

Partir des acquis théoriques

Cependant, après avoir critiqué le traitement des femmes par les sciences sociales comme une catégorie spécifique d'un cas général dont il n'était pas dit qu'il recouvrait en fait le cas masculin, faut-il aujourd'hui spécifier la catégorie des hommes et l'isoler, ne serait-ce que pour le temps de l'analyse? Après avoir combattu les conceptions naturalisantes des sexes, il ne s'agit pas de renaturaliser une des deux catégories de sexe mais, bien au contraire, de traiter la spécificité sociale de la catégorie des hommes qui est d'être en position sociale de dominants dans le rapport social de sexe. En même temps, une conception historique de ce rapport l'inscrit dans une dynamique sociale et amène à traiter de la question des hommes comme dominants dans le rapport de domination que subissent les femmes, dans une perspective dynamique d'évolution de leurs pratiques et de leurs représentations. Les hommes sont-ils toujours et partout dominants, et dominants de la même façon dans tous les domaines de l'espace social? Comment les changements sociaux, notamment ceux qu'entraînent les luttes des femmes ou les luttes entre classes sociales, induisent-ils des transformations dans les pratiques et représentations masculines? Une part des changements en matière de rapports entre les sexes revient-elle à l'action propre des hommes et, si oui, laquelle? Lorsqu'il y a changement constaté, est-il de l'ordre de l'allègement de la domination subie par les femmes, signifiant une moindre exploitation économique, une moindre oppression ou une moindre aliénation de leur liberté individuelle? Ou bien signifie-t-il au contraire un alourdissement ou une aggravation de cette exploitation et de cette aliénation?

On a trop tendance en effet à toujours penser le changement social dans le sens d'une évolution positive, mais le changement social c'est aussi bien souvent, et même plus souvent, une aggravation de la situation des opprimées et opprimés. Ainsi la question de l'évolution de la position des hommes dans les rapports sociaux entre les sexes devient-elle une modalité de l'analyse du changement social en général.

Quels sont donc les lieux du changement en ce qui a trait à l'évolution des rapports hommes-femmes? Les articles qui figurent dans le présent numéro concernent les domaines de l'éducation, des médias, des mouvements sociaux, de la vie privée et du couple, mais (est-ce un hasard?) aucun manuscrit ne nous a été proposé sur le travail domestique, ni non plus sur le travail professionnel (à l'exception des rapports entre enseignants et enseignantes universitaires dans l'article de Margrit Eichler) ou la politique. Serait-ce que certains domaines de pratiques n'inspirent pas ou n'inspirent plus les auteurs d'études du changement social en matière de rapports entre les sexes ou bien que ces domaines ont été suffisamment visités par les études antérieures et, qu'en tout état de cause, on n'espère plus y trouver la matière d'une analyse du changement social?

Par exemple, la question du changement dans le domaine politique a fait l'objet de questionnements récents en France autour du thème de la parité (*Nouvelles Questions féministes*, volume 15, numéro 4, 1994 et volume 16, numéro 2, 1995, en particulier); au Québec, un bilan de 25 ans de travaux sur la thématique «femmes, pouvoir et politique» est paru en 1996 (Tremblay 1996). Mais dans les deux cas, et ce n'est pas surprenant, elle a été abordée essentiellement à partir de la situation défavorisée des femmes en politique, que ce soit dans les assemblées représentatives ou dans les partis politiques. L'interrogation n'a pas prioritairement ou même secondairement porté sur les agissements spécifiques des hommes politiques ou des membres des partis pour prendre et garder les places dominantes ou pour laisser les femmes aux marges du domaine.

Le thème des pratiques des hommes dans le travail domestique a été traité par des chercheurs, mais dans la perspective d'une évolution positive ou d'une explication différentialiste : les hommes et les femmes entretiendraient un rapport différent à l'ordre et à la propreté, ce qui les conduirait à une prise en charge différente en temps et en actes du domaine domestique (Welzer-Lang 1993; Kaufmann 1992). Dans le monde francophone en particulier, les questions liées à la «conciliation travail-famille» n'ont guère attiré l'attention de nos collègues masculins². Néanmoins, à partir du constat que les hommes aujourd'hui souhaitent s'investir davantage dans la parentalité et l'éducation des enfants, l'idée se répand d'un changement positif des pratiques masculines à l'égard de la vie familiale et du travail domestique. Force est pourtant de constater que, dans les statistiques, cette prise en charge améliorée ne se traduit pas par une réelle dépense de temps supplémentaire : comment font-ils pour s'impliquer davantage sans y passer plus de temps?

Cela dit, quels sont les lieux du changement, ou de la reproduction des rapports hommes-femmes, mais aussi quels en sont les vecteurs? À quel niveau s'observent les évolutions, celui des représentations ou celui des pratiques? Nous avons choisi de présenter les articles qui composent ce numéro à partir de cette question, tout en sachant que représentations et pratiques ne sont pas complètement séparables dans l'analyse, n'étant pas séparées dans la réalité vécue et mise en œuvre par les hommes et les femmes.

2. Voir par exemple la bibliographie de près de 120 titres préparée par Francine Descarries et Christine Corbeil (1996) pour retracer l'évolution des travaux sur l'articulation travail-famille au Québec depuis 1970.

Les représentations ou la face mentale du changement

Certains articles reprennent et actualisent des thèmes devenus «classiques» dans les études scientifiques réalisées par les féministes. Parmi ces thèmes figure l'analyse de la place et de la représentation des femmes dans les médias, dans la publicité ou encore dans les manuels scolaires. Au Québec et en France, cette question a fait l'objet de plusieurs recherches dans les années 70. C'est dire l'importance accordée à l'idéologie dans le changement social, importance qui n'est pas moins grande aujourd'hui, comme le démontrent les quatre premiers articles de ce numéro.

Commençons par le domaine de l'éducation avec «la réflexion théorique et méthodologique» que présentent Pierrette Bouchard et Jean-Claude St-Amant à partir de leur recherche sur les rapports des garçons et des filles à l'école secondaire au Québec. Ayant jusqu'à présent constaté que 88 p. 100 des garçons et 44 p. 100 des filles de leur échantillon «adhèrent de façon significative aux stéréotypes sexuels» qui leur ont été présentés dans un questionnaire et fait ressortir la réticence particulière des garçons à certains changements dans les rapports sociaux de sexe, Bouchard et St-Amant examinent ce que révèlent les représentations sociales de ces adolescents de 15 ans en ce qui a trait à leur conception de la virilité et à leurs «référents identitaires». Leur analyse fait apparaître une ambivalence certaine. D'une part, les réponses des garçons montrent davantage de conformité aux stéréotypes sexuels que celles des filles du même âge et une opposition au changement notamment dans la division sexuelle du travail; d'autre part, une grande majorité d'entre eux expriment des opinions responsables, par exemple en matière de contraception (76 p. 100), et ils apprécient les personnes qui manifestent des «valeurs égalitaires» entre les sexes (87 p. 100). Les filles sont moins conformistes; elles sont même «contestataires des attributions sociales qui les assignent à des rôles de sexe traditionnels». Or, rappellent Bouchard et St-Amant, «c'est précisément la résistance aux modèles assignés socialement à chacun des sexes qui se conjugue avec une meilleure réussite scolaire». La résistance des jeunes aux modèles imposés d'identité varie toutefois selon la plus ou moins forte scolarité de leurs parents, c'est-à-dire, dans le cas présent, d'hommes et de femmes qui ont terminé leurs études et fondé leur famille alors même que, sous l'influence du mouvement féministe, le rattrapage scolaire et universitaire des filles devenait au Québec, et ailleurs dans le monde, une priorité pour les familles et la société entière³. Ainsi l'éducation est-elle bien un facteur d'ouverture à d'autres modèles et au changement social, mais ce processus fonctionne sur deux générations. Les filles, du fait du rattrapage considérable qu'elles ont opéré dans le domaine de l'éducation (et aussi, probablement, de l'influence du féminisme sur leurs mères), sont davantage porteuses du changement que les garçons.

En matière de conformisme masculin, les hommes concernés par l'enquête de Margrit Eichler sont, à première vue, aux antipodes d'une adhésion aux stéréotypes dominants puisqu'ils enseignent en études des femmes/féministes⁴ à

3. L'article bilan de Pierrette Bouchard, en collaboration avec Renée Cloutier et Thérèse Hamel (1996), montre l'importance et le dynamisme de la recherche féministe en éducation au Québec depuis le milieu des années 1970, recherche qui a été effectuée non seulement dans les universités mais aussi au Conseil du statut de la femme, à la Coordination à la condition féminine du ministère de l'Éducation et au Comité Laure-Gaudreault de la Centrale [syndicale] de l'enseignement du Québec.

4. Nous ne sommes pas les premières confrontées à la difficulté de traduire «Women's Studies» en français. Devons-nous écrire : études des femmes ou études sur les femmes? Lorsqu'il est question de programmes, le premier vocable est probablement mieux approprié, car il peut désigner autant les actrices que les objets de ces études, mais lorsqu'il est question de cours, «études sur les femmes» convient mieux, quoiqu'il en limite la teneur réelle. Dans le langage courant, on utilise indifféremment l'un ou l'autre vocable. Rappelons que les programmes

l'université. Margrit Eichler, après avoir analysé en détail, dans un article publié il y a quelques années dans *Recherches féministes* (Eichler en collaboration avec Vandelac 1993), la «situation ambiguë» et les motivations de ces universitaires qui avaient enseigné un ou plusieurs cours sur les femmes au Canada de 1988 à 1990, se penche maintenant sur la perception qu'en avaient leurs collègues féminines enseignant dans le même domaine. Une grande ambivalence caractérise les jugements et l'argumentation de toutes ces femmes, au point que l'auteure y voit aussi une «ambivalence collective». Comment, en effet, les professeures féministes peuvent-elles s'opposer à la présence des hommes dans ce champ alors qu'elles affirment par ailleurs le caractère social des rapports entre les sexes et attendent légitimement des hommes qu'ils s'impliquent dans la transformation des conditions de production des connaissances? Mais comment y être favorable dans l'état actuel des rapports sociaux de sexe? La présence des hommes comme professeurs dans les cours sur les femmes/féministes n'est pas neutre sur le plan politique ni sans effet sur le plan théorique. Quant au plan professionnel, ces hommes n'ont généralement pas eu à lutter pour la mise sur pied et le maintien de tels cours, et leur implication ne comporte pas les mêmes risques que celle des femmes⁵. On comprend les hésitations ou plutôt le balancement observé par Eichler chez ses répondantes. Cependant, cette attitude se retrouve aussi chez certains de ces enseignants. En comparant les réponses des hommes et des femmes, Eichler a en effet constaté une «convergence» dans les perceptions; plusieurs hommes sont tout aussi ambivalents que leurs collègues féminines et pour les mêmes raisons. Et ce sont «les hommes les plus sensibles aux questions féministes, ceux qui se perçoivent comme proféministes» et qui sont les plus en mesure de donner de tels cours, qui considèrent «problématique» leur implication dans le domaine. Paraphrasant Joyce Canaan et Christine Griffin (1990), disons qu'eux non plus n'ont pas réussi à trancher : les hommes qui enseignent en études féministes ou sur les femmes font-ils partie du problème ou partie de la solution? En tout cas, il semble que, pour plusieurs enseignantes rencontrées par Eichler, ces hommes ne soient pas *actuellement* la solution, et qu'il soit trop tôt pour les laisser prendre cette place, du moins tant que certains d'entre eux seront tentés de saisir les idées féministes pour leurs propres intérêts, dans l'avancement de leur carrière par exemple, ou de déplacer le centre d'intérêt des études sur les rapports entre les sexes, de la situation défavorisée des femmes vers le «malaise» des hommes.

L'article de Daniel Welzer-Lang porte, quant à lui, sur le domaine professionnel de la recherche et les rapports sociaux de sexe qu'on y observe, à partir de la question des dimensions méthodologiques de la recherche en équipes mixtes composées d'hommes et de femmes. Comme le souligne l'auteur, les chercheurs sont peu nombreux dans le champ des rapports sociaux de sexe et, lorsqu'ils y sont, ils n'abordent pas les mêmes thèmes que les chercheuses féministes. Aussi est-il intéressant de suivre son analyse du travail collectif et des débats au sein de l'équipe qu'il a constituée à Toulouse pour, simultanément, œuvrer à la prévention du sida et étudier le phénomène de l'«échangeisme sexuel» en France. Welzer-Lang relate dans le détail la méthode utilisée pour réaliser son objectif de recherche sur le terrain d'enquête inusité de

d'études des femmes sont rares dans le monde francophone et qu'au Québec on parle plutôt d'études féministes (Dagenais 1997). En France, au moment de l'Action thématique programmée (ATP) du CNRS (1984-1988) qui offrait des financements à des recherches féministes, on a opté pour l'expression «recherches féministes et recherches sur les femmes». À l'université, il existe quelques cursus de «recherches féministes et sur les femmes».

5. Nous serions bien surprises que la minorité d'enseignants qui ont les études sur les femmes comme «intérêt principal» (Eichler, en collaboration avec Vandelac 1993) soient soupçonnés de ghettoïsation, par exemple, comme cela est souvent dit de leurs homologues féminines.

la plage naturiste du Cap d'Agde, qui, dit-il, constitue «sans doute la plus grande zone de "tourisme sexuel" d'Europe». Puis il analyse les réactions différentes observées au sein de son équipe face aux agressions verbales et à l'insécurité vécues par les chercheuses pendant la collecte des données. Il devient évident, et l'auteur le souligne fortement, qu'au sein d'une équipe de recherche scientifique comme dans l'ensemble de la société, «dominants et dominés ne vivent pas les mêmes réalités sociales» et ne vivent pas non plus de la même manière les mêmes événements. L'article met au jour la difficulté, voire l'impossibilité, pour un homme de comprendre la situation d'oppression subie par les femmes de l'équipe. Bien que la violence ne soit pas l'objet de cette recherche (alors qu'elle l'est dans d'autres travaux de Welzer-Lang), elle y est présente, centrale même : mépris et haine des femmes de la part des échangistes mais aussi violence, d'un autre type, et que, pour notre part, nous avons ressentie à la lecture de l'article, au sein même de l'équipe dans la méthode de collecte des données. Ce qui, au-delà des différences entre chercheurs et chercheuses ou de la quasi obligation d'innovation dans le choix des objets de recherche, soulève, selon nous, d'autres questions non plus méthodologiques mais éthiques : la fin (scientifique) justifie-t-elle les moyens ? Connaissant la nature et la violence des rapports sociaux de sexe, ne doit-on pas en tenir compte aussi dans l'attribution des tâches de recherche ? Suffit-il, comme le préconise l'auteur dans son «exposé des principes méthodologiques à mettre en place» sur la manière de travailler en équipe mixte, «d'accepter [c'est nous qui soulignons] que dans nos sociétés machistes et viriarcales, la violence faite aux femmes, y compris aux chercheuses, est omniprésente [...] et que l'omniprésence de ces violences nécessite un lieu où elles puissent être discutées» sans d'abord et surtout agir pour prévenir ou interdire ces violences et les situations qui les génèrent ? Suffit-il de savoir puis de débattre de ce qu'on a appris ? Toujours est-il que cette contribution fournit un aperçu des différences qui existent entre hommes et femmes dans les représentations des rapports sociaux de sexe et de la force de l'oppression subie par les femmes.

Comment les médias véhiculent-ils aujourd'hui ces représentations et comment retransmettent-ils l'histoire et l'actualité des analyses qui en ont été faites au sein du féminisme ? C'est l'objet de l'article de Micheline Dumont et Stéphanie Lanthier, qui reprennent là le thème, déjà bien travaillé, du rôle moteur des médias dans la diffusion d'images et de stéréotypes sexistes. Toutefois le fonctionnement de ceux-ci «comme espaces de visibilité des institutions sociales» (El Yamani 1998 : 11) et miroirs des rapports sociaux déformants, en particulier lorsqu'il s'agit des femmes et du féminisme. Dumont et Lanthier en font ici une démonstration éloquent. Constatant «l'ambiguïté attribuée par les médias au mouvement des femmes» lors de la naissance en 1967 de la Fédération des femmes du Québec, «premier signe visible de la présence d'un mouvement féministe québécois», et de son congrès de fondation l'année suivante, Dumont et Lanthier ont voulu savoir si cette ambiguïté s'est maintenue ensuite alors que le mouvement s'est considérablement élargi, diversifié et politisé. Pour répondre à cette question, elles ont examiné le traitement du féminisme dans *L'Actualité*, un magazine d'information générale parmi les plus lus au Québec⁶. Faisant l'hypothèse que, dans ce magazine de masse où peu de place est laissée à la contestation sociale, une «dynamique de résistance» au mouvement des femmes a été mise en place, elles entreprennent de «faire apparaître» cette résistance en analysant un corpus constitué de quatre types d'articles : des articles où il est

6. On trouve, en effet, *L'Actualité* non seulement dans des centaines de milliers de foyers mais aussi bien dans les salles d'attente des hôpitaux que dans celles des salons de coiffure ou des cabinets de dentiste.

question du mouvement féministe (très peu nombreux), des articles portant sur des dossiers féministes, des textes «à saveur féministe», selon leur expression, et des textes «à saveur sexiste» publiés dans ce magazine depuis 1960. Les résultats font voir que, dans les «modulations» des messages sur les femmes et le féminisme, l'ambiguïté est bien réelle, fondamentale même, et qu'elle a pour effets non seulement d'occulter le rôle du féminisme dans les changements majeurs qu'a connus la société québécoise durant les quatre dernières décennies mais aussi de brouiller la représentation du mouvement féministe en particulier dans l'esprit des plus jeunes de ses lectrices et lecteurs⁷. Là comme ailleurs, l'apport des analyses féministes est dénié, lors même qu'elles ont permis de mettre à jour les dossiers dont le magazine s'empare. Là comme ailleurs, le féminisme est présenté comme un mouvement provisoire, et d'ailleurs déjà dépassé. Tous procédés que l'on retrouve dans la littérature, y compris scientifique, sur les femmes et le féminisme, comme on pouvait le voir dans l'article publié en 1990 par Pierre Bourdieu sur «La domination masculine» (et, comme on le verra plus loin, dans son ouvrage récent). Des procédés qui tendent à exclure les femmes et les féministes du «nous» collectif et qui amènent Dumont et Lanthier à conclure : «Le «nous» de *L'Actualité* est un «nous» exclusivement masculin».

Les effets pratiques des représentations ou la face matérielle de la reproduction de l'oppression

L'article de Martin Dufresne, qui s'appuie notamment sur une connaissance des sites Internet créés et nourris par les masculinistes, nous permet de faire la transition entre discours et pratiques, entre médias comme outils de domination et violence comme mise en œuvre pratique. On y retrouve aussi le thème de l'ambivalence qui, ici, devient carrément méfiance. Membre fondateur du Collectif masculin contre le sexisme (CMCS), l'auteur retrace brièvement l'histoire de ce groupe québécois, relate certaines de ses actions et présente son analyse-dénonciation du masculinisme, défini ici comme étant «les discours revendicateurs formulés par des hommes en tant qu'hommes». Il s'agit, dit Dufresne, d'un «mouvement qui utilise la notion de "droits des hommes" dans le but d'entraver l'établissement d'une véritable société de droit». Les exemples ne manquent pas dans cet article, depuis la tuerie de l'École Polytechnique de Montréal en 1989 aux nombreux meurtres de femmes et d'enfants dont rendent compte chaque semaine les journaux; par leur variété, ils montrent que tous les moyens sont bons aux hommes en question pour défendre leurs intérêts. «Beaucoup de gens [y compris des féministes] aimeraient croire que les organisations masculinistes rassemblent de "nouveaux hommes"» et des pères aux idées «égalitaires bien décidés à éradiquer tout stéréotype de genre de la société et de leur propre vie». En réalité, dit Dufresne, ce modèle est rare, «plus rare que ce qu'en disent les médias». Les pères actuellement à l'avant-scène, au Québec comme en France, sont ceux du lobby des pères biologiques qui

7. Cette démonstration du rôle des médias comme supports du patriarcat rejoint celles, entre autres, de Colette Beauchamp (1987), de Susan Faludi (1991) et de Myriam El Yamani (1998). Mais les conclusions de Dumont et Lanthier trouvent à leur tour confirmation par nul autre que le magazine *L'Actualité* lui-même! En effet, la page couverture et la majeure partie (à l'exclusion bien entendu des nombreuses pages publicitaires) du numéro de février 1999 sont consacrées aux «100 Québécois qui ont fait le 20^e siècle». Parmi ces «bâtisseurs», «inspirateurs», «politiciens», «géants», «créateurs», «raconteurs», «artistes de la scène», «définisseurs d'identité», «croisés», «rebelles» et «maîtres à penser» qui ont «fait du Québec ce qu'il est aujourd'hui» (p. 27), onze femmes seulement, dont six du domaine dit des «arts et spectacle». Parmi ces onze femmes figurent tout de même cinq féministes qui s'affirment ouvertement comme telles, d'où, encore une fois, l'ambiguïté du message soulignée par Dumont et Lanthier.

revendiquent leur «droit» à leurs enfants après un divorce et dont traite Danièle Combes dans sa critique du livre publié par un de ces pères divorcés, version française (voir plus loin dans le présent numéro). Des pères qui revendiquent leurs droits, sans apparemment envisager qu'ils aient quelque devoir envers ces mêmes enfants et leurs mères. Dufresne fait clairement le lien entre l'utilisation de l'intérêt de l'enfant, d'une part (comme le système patriarcal les y autorise, les hommes parlent au nom de l'enfant), et la lutte contre les femmes, d'autre part. Ici les hommes contre les femmes sont des pères revendiquant... la disparition des mères – et cela peut aller jusqu'au meurtre d'enfants ou de femmes.

Sans jamais dire aux chercheuses féministes vers quoi elles devraient diriger leur attention, l'article de Dufresne ouvre néanmoins des pistes de recherche fort utiles avec un outil dorénavant à la portée d'un très grand nombre d'entre nous. Dufresne fournit aussi l'adresse de plusieurs sites Internet que toute féministe devrait connaître! Il attire également l'attention sur les sources d'information que sont pour son groupe les tabloids, les revues à grand tirage, etc., mais que les scientifiques ne considèrent généralement pas comme telles, sauf lorsqu'elles constituent l'objet même de leur recherche. Force est pourtant de constater que ces publications fournissent des informations de première main inégalables sur les discours et les pratiques de construction et de reproduction du patriarcat.

Dans leur article, Bouchard et Saint-Amant montrent que l'on peut repérer, en étudiant le contenu des stéréotypes de sexe chez les garçons de 15 ans, les futurs hommes violents. L'importance de repérer et d'enrayer ces stéréotypes sexuels avant l'âge adulte trouve confirmation dans les recherches de Jocelyn Lindsay et Michèle Clément sur les programmes de traitement pour hommes violents⁸ et sur la violence psychologique, cette violence invisible qui fait en sorte que la peur perdure chez les conjointes violentées même après le traitement. Les résultats présentés ici par Lindsay et Clément soulignent en effet que la violence psychologique des hommes abuseurs à l'égard de leur conjointe s'organise «autour d'une vision stéréotypée» et traditionnelle du rôle de la femme dans la famille et dans la société; le fait que les femmes ne correspondent pas exactement à ces stéréotypes est prétexte à violence et la probabilité de violence est moins grande chez les hommes possédant des valeurs égalitaires. Mais qu'est-ce au juste que la violence psychologique? Lindsay et Clément répondent à cette question en présentant d'abord les résultats de leur analyse des représentations d'hommes abuseurs et de leurs conjointes. Comparant systématiquement les réponses des hommes et celles des femmes, ils font apparaître les clivages importants qui existent dans les perceptions et l'évaluation du phénomène par les unes et les autres. Ainsi, bien qu'abuseurs et victimes mettent en évidence la majorité des comportements constitutifs de la violence psychologique que sont la dégradation, le contrôle, l'intimidation, le blâme, la menace, la privation intentionnelle, la surresponsabilisation, la déresponsabilisation, la simulation de l'indifférence, la négation d'un état ou d'une condition, le harcèlement et la bouderie, les femmes le font «toujours dans des proportions supérieures» et elles sont les seules à mentionner également la manipulation et l'agression contre les enfants. Ces termes ne font d'ailleurs pas toujours référence aux mêmes réalités. Différent également les systèmes explicatifs qu'adoptent femmes et hommes de la violence : pour les premières, c'est l'homme lui-même qui est à l'origine des comportements violents qu'elles subissent (une façon d'appeler un chat un chat), pour les seconds, l'origine de leurs comportements violents leur est extérieure et ils sont comme les victimes impuissantes de rouages indépendants de leur volonté. Sur la base de ces

8. Voir en particulier Ouellet, Saint-Jacques et Lindsay (1993).

résultats, Lindsay et Clément proposent ensuite une nouvelle définition de la violence psychologique, définition qui se distingue effectivement des définitions déjà en vigueur par la lumière plus intense qu'elle jette, d'une part, sur le caractère intentionnel et répétitif des comportements en question et, d'autre part, sur la «dynamique interactionnelle» complexe qui caractérise ce type de violence. Leur définition tient compte du fait que la violence psychologique peut se manifester de manière passive aussi bien qu'active, indirectement aussi bien que directement. Une telle clarification rend plus opérationnel le concept de violence psychologique non seulement dans les interventions auprès des conjoints violents et le décodage du discours des abuseurs mais aussi dans la compréhension du phénomène par les victimes et toute personne qui s'en préoccupe⁹.

Avec l'article de Xavier Dunezat, l'observation des rapports sociaux de sexe se déplace du domaine privé vers l'espace public, plus précisément à l'intérieur des mouvements sociaux, en l'occurrence les mouvements de chômeurs et chômeuses qui se sont développés ces dernières années en France. Toutefois, tant les stéréotypes de sexe en vigueur dans le privé que la violence psychologique y sont bien présents. La violence prend ici la forme d'une «haine de genre» dont l'étude, dit l'auteur, «est indispensable pour appréhender la complexité des rapports sociaux», notamment «l'invisibilité politique des femmes». Se situant nettement hors des sentiers battus par les travaux «classiques ou dominants» en sociologie des mouvements sociaux, mais indéniablement dans la foulée des travaux de Danièle Kergoat et de ses collaboratrices (1992) sur le mouvement des infirmières en France, et de plusieurs autres chercheuses féministes¹⁰, Dunezat considère les mouvements sociaux comme «des lieux de confrontation entre groupes sociaux», qui entretiennent entre eux, au sein de ces mouvements, les mêmes rapports que dans la société globale. Dans son article, il privilégie les rapports sociaux de sexe et entreprend de démontrer que, du fait de leur transversalité, la prise en considération des rapports sociaux de sexe est «indispensable à l'intelligibilité d'un mouvement social». Obtenus entre autres par observation participante dans deux villes de Bretagne, la petite ville de Morlaix et la grande ville de Rennes, les résultats de sa recherche montrent que les éléments spécifiques de ces mouvements : la participation aux assemblées, la structure et le mode de fonctionnement, les revendications et les formes d'action ne sont pas moins profondément sexués que la division des tâches au quotidien. Dunezat a ainsi pu observer la haine de genre qui, dit-il, se manifeste d'abord par «un ensemble de comportements masculins qui témoignent *explicitement* de la volonté masculine d'instrumentaliser les femmes au service des hommes» et qui visent à «légitimer l'asservissement domestique» de celles-ci; ensuite par «le classement des femmes en fonction de leur correspondance ou non avec les critères de beauté actuellement en vigueur en France»; enfin, par «les violences ou les menaces de violence qu'ont subies les femmes pendant le mouvement». À notre connaissance, rien de tel n'était encore ressorti des – pourtant nombreuses – études des mouvements sociaux par des sociologues masculins. À n'en pas douter, c'est l'approche féministe adoptée par Dunezat qui fait toute la différence et qui met en évidence qu'un mouvement social mixte constitue un paradigme du fonctionnement des rapports sociaux de sexe, ceux-ci «et leur caractère

9. Un article du journal *Le Soleil* du 31 janvier 1999 fait état de recherches récentes montrant que le «profil type» des pédophiles est lui aussi en train de changer; ces recherches mettent en évidence la préméditation, donc l'intentionnalité, des agresseurs.
10. Voir par exemple les études du féminisme en tant que mouvement social réalisées par Rolande Ballorain (1972), Jo Freeman (1973), Maren Lockwood Carden (1977), Diane Lamoureux (1981) et Françoise Picq (1993).

patriarcal» trouvant là, selon l'auteur, «un espace à investir de manière radicale». En retour, cependant, ces mouvements pourraient bien être condamnés à mourir du fait même de cette division entre hommes et femmes, qui est aussi un manque flagrant de solidarité sociale.

Les études sur les hommes : des évolutions, des questions en suspens

Notre appel à contribution incitait à réfléchir aux évolutions chez les hommes et aux effets du féminisme sur la domination masculine, aussi sommes-nous satisfaites de n'avoir pas reçu une avalanche de textes sur les «nouveaux hommes», les «nouveaux pères» ou même «les «nouveaux rapports avec les femmes». Il est vrai toutefois que ces sujets intéressent davantage la grande presse et la littérature dite de vulgarisation. Néanmoins, il y a 10 ou 15 ans, la littérature, scientifique ou non, était encore pleine de ces «nouveauautés» dans les comportements masculins, pleine d'une «masculinité en mutation» et de «nouveaux rôles» masculins. Et l'usage de ces deux concepts, «masculinité» et «rôle masculin», n'était pas sans conséquence sur la manière dont ces écrits abordaient la question des rapports entre les sexes. Centrés sur les effets douloureux des interpellations féministes sur l'identité masculine, ces textes s'accrochaient à des objets très spécifiques et surtout très partiels, conjugués au masculin : la parole des hommes, la contraception et le désir d'enfant des hommes, la paternité, les pères divorcés, la relation père-fils.

Douleurs de la masculinité et oppression des femmes

Ainsi, dans les années 80, la clé de voûte des ouvrages ou numéros spéciaux de revues qui paraissaient sur les hommes en France était la masculinité, parfois les masculinités. On se rappellera le numéro 35 de *Recherches*, la revue du CERFI, ou le numéro «Pères et fils» de la revue *Autrement*, sous-titré «Masculinités aujourd'hui» (Chancel 1984). Ces productions utilisaient massivement la notion de rôle et envisageaient l'évolution des rapports entre les sexes à partir des conflits de rôles et des changements de rôle désirés par les hommes. A vrai dire, ces écrits envisageaient beaucoup plus le point de vue des hommes, leur propre malaise face à des femmes, compagnes revendicatrices, que les rapports entre les sexes.

Du malaise lié au rôle que la société leur aurait fait jouer, les hommes passaient à son expression par la parole, à «*Pas rôle d'hommes*», pour reprendre le titre d'une publication d'un groupe d'hommes en 1978, ou *Types-paroles d'hommes* qui parut de 1981 à 1984 (Welzer-Lang 1992). Censés être à l'image des groupes féministes, que les hommes se représentaient facilement comme seulement des groupes de paroles et d'échanges d'expériences entre femmes, cette parole masculine d'alors était centrée sur eux-mêmes «à travers le tissu de l'expérience, le tout venant de la vie, les bistrots, l'amour, les enfants, la violence, les pères, les mères, le travail, les femmes, les hommes, le couple, le corps, la cour de récréation», comme le disait la quatrième de couverture du numéro de *Recherches* intitulé «Masculinités».

Beaucoup plus tard, et même tout récemment, ces deux caractéristiques : appui de la réflexion sur la notion de rôle et centrage sur l'expérience de la masculinité se retrouvent dans un ouvrage qui restitue une double enquête, quantitative et qualitative, sur la perception de l'identité masculine par les jeunes, garçons et filles. Dans *Les jeunes et l'identité masculine*, Pascal Duret (1999) veut faire la «sociologie des normes de virilité» lorsque celles-ci «varient en fonction des milieux et des cultures» (p.3). Si dans l'introduction, l'auteur affirme que «l'identité masculine ne peut pas [...] échapper aux rapports sociaux de

sexe» (p.1), il perd ceux-ci de vue par la suite et conclut de la plus belle manière en différentialiste, regrettant que les jeunes tendent à l'indifférenciation :

Quant aux modes des échanges entre les sexes, la volonté de ressemblance semble leur étayage majeur. Mais cette visée, le plus souvent androgyne, se heurte à une double difficulté : d'une part, en pratique elle donne lieu à un élagage des différences plus qu'à une recherche de complémentarité; d'autre part et en conséquence, elle conduit à une désymbolisation des genres au lieu de mener à leur meilleur entendement. Il semble bien pourtant qu'il soit moins urgent de rendre interchangeable à volonté les tâches, que de chercher des équivalences de valeurs entre pratiques et rôles permettant l'affirmation des identités de sexes (Buret 1999 : 158).

Lorsqu'il repère chez certains jeunes des milieux socialement privilégiés une tentative de «bâtir un monde d'égaux» qui perpétue «la confusion entre inégalité et différence» et «gomme les identités sexuées pour aboutir à la disparition de toutes les manifestations visibles de la différence entre les sexes», il y voit un «coût exorbitant» qui «consiste à renoncer à l'espoir d'une entente entre deux sexes différenciés [...]». Il faut reconnaître les différences mais pour ne pas s'y réduire, il faut marquer les frontières pour mieux les traverser» (p.159). On se demande encore comment lui est alors venu sous la plume le terme de «rapports sociaux de sexe» et comment, en 1998, il a pu traverser la sociologie française sans rien entendre des déconstructions féministes du différentialisme. Ceci prouve qu'aujourd'hui la référence aux rapports sociaux de sexe peut devenir une ritournelle vidée de toute substance, servant même parfois d'habit neuf à un néo-naturalisme (Devreux 1997).

La référence rassurante et récurrente aux «rôles» dans les écrits à visée sociologique sur les hommes manifeste d'une part le retard conceptuel de ces études – mais après tout les études sur les femmes ont pris ce chemin dans les années 60... pour l'abandonner dès le milieu des années 70 (Daune-Richard et Devreux 1986); l'expérience aurait pu servir d'exemple! D'autre part, cette référence démontre que leurs auteurs ne lisent pas ce qui se fait dans le domaine de l'étude de l'autre sexe et surtout des rapports sociaux de sexe. Une telle position théorique témoigne aussi de l'espoir fou qu'on pourrait transformer les rôles masculins, comme les rôles féminins, sans transformer la structure sociale, le rapport social qui les produit, bref sans rien changer à l'oppression des femmes. Mais, par-dessus tout, elle montre que l'aspiration profonde porte sur le soulagement du malaise des hommes empêtrés dans des rôles qui ne fonctionnent plus, et seulement sur lui. Double soulagement : d'abord celui qu'apporte le fait de parler, et le thème des rôles à tenir dans la société est un sujet qui peut rendre bavard tout un chacun. Chacun peut en effet exprimer comment il ressent le rôle qu'il doit jouer «au niveau de son vécu»; cela soulage, si cela ne disculpe. Soulagement ensuite qui tient au fait qu'on évite de se confronter au rapport avec l'autre sexe et à la réalité de ce rapport : si le changement des individus peut se faire de proche en proche, sur la base de la bonne volonté individuelle, et par imitation intergénérationnelle, alors on peut faire l'économie de s'interroger sur ce qui fait perdurer les rapports sociaux de sexe, à savoir l'oppression généralisée de l'ensemble des femmes par l'ensemble des hommes.

Plus avancé au plan du cadrage théorique que le livre récent de Duret, l'ouvrage paru en 1992 sous l'égide du Centre d'études féminines de l'Université de Provence (CEFUP) et du Centre de recherches et d'études anthropologiques (CREA), coordonné par Daniel Welzer-Lang et Jean-Paul Filiod, et intitulé *Des hommes et du masculin*, constituait une ouverture de la part des femmes du

CEFUP aux travaux masculins. Ces femmes voulaient manifester le «soutien théorique que des féministes apportent à des travaux et à des réflexions menées par des hommes dont l'objectif est de comprendre la construction sociale du masculin» et la «volonté conjointe, dans le champ scientifique, des femmes féministes et d'hommes, qui pour certains se réclament du masculinisme, de réfléchir ensemble aux effets sur les hommes de la domination du genre masculin sur le genre féminin» (p. 8). L'ouvrage, qui réunissait des sociologues, philosophes, anthropologues et psychologues de France, du Québec et d'Allemagne, donnait à voir «les segments particuliers du masculin : église, armée, vécus masculins de la pornographie, homosexualité, violence, paternité assistée par médecin» (p. 9) et il prônait l'idée que «déconstruire le masculin passe – aussi – par expliciter le coût et l'aliénation que vivent les hommes, d'abord dans leurs rapports à leurs congénères» (p. 11) (le soulignement est de nous).

Avec le recul, il semble que ce fût là une étape nécessaire, d'ailleurs inaugurée en 1975 par l'ouvrage de Georges Falconnet et Nadine Lefaucheur, *La fabrication des mâles*, dont le «projet anti-sexiste» visait à ce que «les hommes plus conscients de ce qui les aliène [n'hésitent pas à] envisager de poser les bases de rapports sociaux – entre eux, avec les femmes, avec les enfants, sans se sentir déchirés entre les exigences contradictoires ni ne se contentent d'attendre le grand soir qui résoudrait tous les problèmes» (p. 18). Une première étape pour avancer dans l'analyse de la place des hommes dans le système d'oppression des femmes, mais pour beaucoup ce fut la seule étape : dire l'aliénation des oppresseurs, point. Le «aussi» devint «seulement» et le «d'abord» ne fut que rarement suivi d'un «ensuite» portant sur la réalité des pratiques de domination des hommes sur les femmes. Les dominants gardaient somme toute le dessus et le projet féministe, qui est de supprimer l'oppression des femmes, se perdit souvent dans les méandres des états d'âme d'hommes mal dans leur peau d'opresseurs.

À ce moment de notre réflexion, il nous paraît important de tourner, au moins brièvement, notre attention vers les travaux d'origine anglo-saxonne. En ce qui a trait aux rapports des hommes avec le féminisme, c'est de ce côté, en effet, qu'on trouve non seulement le plus grand nombre et la plus grande variété de positions, d'écrits et d'auteurs mais surtout ceux qui influencent plus ou moins directement et plus ou moins fortement certains individus ou groupes francophones¹¹.

Un examen des titres d'ouvrages parus en anglais dans le cadre de l'explosion de recherches sur les hommes et la masculinité¹² au cours des vingt dernières années révèle les différents points de vue défendus par les auteurs. Ainsi des livres invitent explicitement à «construire» ou «reconstruire», «recréer», «repenser», «redécouvrir» la masculinité; d'autres mettent plutôt l'accent sur la «fabrication» ou la «construction», la «contestation», la «dislocation» ou le «changement des règles du jeu»; à notre connaissance, un seul jusqu'à présent invite au «refus d'être un homme» et à «explorer la possibilité de l'émergence

11. Voir par exemple «la trajectoire des militants de la condition masculine et paternelle» au Québec décrite dans l'essai de Germain Dutac (1994).

12. Une recherche dans Ariane, le catalogue de la bibliothèque de l'université Laval, avec le mot «masculinité» fournit 208 notices d'ouvrages, dont la majorité sont en anglais et ont été publiés depuis le milieu des années 80. Compte tenu que ces ouvrages sont très souvent des recueils contenant chacun entre une dizaine et une trentaine de contributions, et que n'apparaissent pas dans ces notices les nombreux articles de périodiques, le terme d'explosion n'est pas exagéré. Le catalogue informatisé de la bibliothèque de sociologie du CNRS contient, lui, 31 titres (recensés depuis 1989 seulement et pour la seule discipline de la sociologie, ce qui explique en partie la différence quantitative entre les deux catalogues consultés) répondant au même mot clé. Vingt-trois sont en langue anglaise, sept en langue française et un en langue allemande.

d'une individualité enracinée dans la capacité à la justice (plutôt que dans une crise permanente d'identité sexuelle)», ce qui signifie, dit Stoltenberg (1990), l'auteur de l'ouvrage en question, «apprendre une nouvelle éthique radicale». Bon nombre d'ouvrages incitent les lecteurs à une démarche psychologique ou spirituelle visant à «découvrir de nouvelles visions permettant aux hommes ayant diverses sexualités d'accepter leurs émotions et leurs sentiments sans compromettre leurs masculinités» (Seidler 1997 : 30) ou à développer de nouvelles solidarités entre hommes, bref à une démarche au terme de laquelle les hommes en viendraient à se sentir mieux dans une masculinité renouvelée. Bien que, dans la majorité des titres de recueils, masculinité soit au singulier, dans ceux des livres de sciences sociales, le masculin se conjugue maintenant le plus souvent au pluriel. On assiste à des analyses critiques des «masculinités» à l'œuvre dans différents contextes théoriques, disciplinaires ou organisationnels (voir par exemple Hearn et Morgan 1990; Brod et Kaufman 1994; Mac an Ghail 1996) qui élargissent et complexifient le champ d'étude des hommes par les hommes tout en signalant à ceux-ci qu'un changement délibéré dans les idéologies et les pratiques est possible sans cesser d'être un homme.

Nos amis et nous, leurs ennemies/ennemis et eux

Toutefois le paysage n'est pas clair pour autant. Aussi l'analyse des «hommes en mouvements» réalisée par le sociologue Michael Messner dans *Politics of Masculinities* (1997) est-elle bienvenue. En effet, Messner apporte un éclairage sur la diversité et la complexité de ce qu'il appelle les «terrains contemporains de la politique de genre» aux États-Unis mais que nous appellerions plutôt les terrains de pratiques et de débats masculins. Il synthétise ses observations au moyen d'un graphique (p. 91) où le triangle représentant «le terrain des coalitions politiques progressistes» (composé d'«hommes féministes socialistes», d'hommes «antisexistes» et du «féminisme multiracial») recoupe en partie les cercles représentant «l'opposition catégorique au patriarcat», mais aussi le *backlash* antiféministe (dont le mouvement pour les droits des hommes et le mouvement «mythopoétique») et la «politique identitaire raciale et sexuelle». Bien que les jugements de Messner nous paraissent parfois indulgents, son analyse critique met bien en évidence les affinités, les différences et les nuances à la base des débats qui animent aujourd'hui les mouvements d'hommes aux États-Unis. De plus, son analyse souligne la perméabilité des frontières entre ces divers terrains, ce qui nous indique l'importance d'en suivre de près l'évolution, tant les basculements dans une tendance ou l'autre sont possibles.

Cependant, Messner utilise indistinctement les vocables «hommes proféministes» et «hommes féministes» et présente comme un fait accompli sa catégorie d'«hommes féministes», qu'ils soient «radicaux» ou «socialistes», ce qui n'est pas sans conséquence sur le plan sociolinguistique. En suivant cette voie, les féministes devraient en arriver à une aberration : désigner leur mouvement par l'expression de féminisme féminin et se désigner elles-mêmes comme des féministes féminines!

Si, au milieu des années 80, Alice Jardine et Paul Smith ont hésité à entreprendre la publication d'un livre ayant pour titre *Men in Feminism* (Jardine et Smith 1987), étant donné le peu d'intellectuels intéressés par la question, aujourd'hui, dans le monde anglo-saxon, le doute n'est plus possible : il en existe des intellectuels qui se situent dans le féminisme. Un livre récent, *Men Doing Feminism*, édité par Tom Digby (1998), donne même nettement l'impression que plusieurs d'entre eux considèrent dorénavant cette position comme un droit. Certes ce droit n'est pas revendiqué aussi explicitement que c'était le cas par certains enseignants de l'enquête canadienne d'Eichler (1993). Cependant, à la lecture, il devient rapidement évident que la subordination ou la «dépendance»

que ces hommes reconnaissent par rapport au «leadership» et à l'autonomie des féministes dans leurs discours (voir, par exemple, Brod 1998) de même que l'extériorité (plutôt que la centralité) que manifeste leur dénomination d'«hommes proféministes» en irritent maintenant plus d'un. En fait, sans toujours l'exprimer aussi clairement, les auteurs de ce recueil sont convaincus que leur présence à l'intérieur du féminisme est essentielle pour celui-ci et pour le développement des théories féministes; les «femmes féministes» ne devraient donc pas s'opposer à ce qu'ils en portent le titre, puisqu'il y a pour eux des coûts à prendre ainsi position publiquement.

Comme le dit Kimmel (1998 : 67), «Les hommes risquent de perdre quelque chose à appuyer le féminisme – notre position dans le monde des hommes». D'ailleurs se sentir ainsi coupé des autres est «potentiellement si douloureux et si terrifiant que la plupart des hommes ne veulent tout simplement pas y faire face» (Johnson 1997 : 60). Cependant ceux qui surmontent cette peur et font face à la réalité des privilèges et de l'oppression qui supporte ce système, et dont ils bénéficient (Johnson 1997 : 63), ne doivent pas s'attendre à être «maternés». D'une part, les féministes elles-mêmes refusent le paternalisme de leurs collègues masculins parce qu'elles le considèrent comme une forme de mépris; d'autre part, il n'y a ni symétrie ni équivalence entre la perte de privilèges des dominants et l'oppression des dominées. La rapidité avec laquelle les grandes maisons d'édition scientifiques anglaises et américaines ont ouvert, largement, leurs portes aux intellectuels des divers «terrains» et mouvements politiques autour de la masculinité permet même l'hypothèse que, sur le plan professionnel, la petite minorité d'hommes proféministes ont proportionnellement gagné plus qu'ils n'ont perdu à développer une pensée nouvelle et à contre-courant. Sans nier la possibilité de répercussions douloureuses de leurs prises de position sur le plan des relations interpersonnelles masculines, il n'en reste pas moins que, loin d'être disqualifiées parce que politiques, comme ce fut le cas pour celles des femmes et des groupes dominés en général (Guillaumin, 1981), leurs prises de parole ont au contraire conforté leur image d'hommes de gauche, contestataires, etc.

Cela dit, il y a des féministes qui s'opposent à la présence des hommes à l'intérieur du féminisme et il y en a bien davantage encore, on l'a vu dans l'article d'Eichler, qui sont très ambivalentes à ce sujet. On comprend que les hommes qui se définissent comme féministes ou proféministes se demandent comment vaincre cette résistance sans se placer en contradiction avec leur propre discours. Nous pensons que dans son article intitulé «Who's Afraid of Men Doing Feminism», le sociologue Michael Kimmel (1998), l'un des plus connus parmi les auteurs proféministes, fournit, consciemment ou non, une stratégie de réponse : la disqualification des oppositions féministes par leur assimilation à de l'essentialisme, anathème suprême en sociologie et en anthropologie (et véritable leitmotiv dans le recueil de Digby où se trouve cet article). Voyons comment le procédé est mis en œuvre par Kimmel.

Après l'énoncé de trois questions rhétoriques («Les hommes peuvent-ils faire du féminisme? Doivent-ils en faire? Qu'arrive-t-il lorsqu'ils en font?»), l'auteur explique que ses (nombreuses) conférences dans les collèges et les universités aux États-Unis provoquent presque toujours les mêmes réactions de ses auditoires. D'abord, «un fort contingent d'étudiantes féministes manifestent oralement leur appréciation». Un nombre, «beaucoup moins grand, d'étudiants» viennent le voir après la conférence, le remercient et, habituellement, lui demandent ce qu'ils peuvent faire sur leur propre campus. Les sociologues et les personnes qui enseignent dans les *Women's Studies* sont d'habitude contentes

aussi. «Je me sens bien», dit Kimmel, «comme si j'avais contribué à l'ouverture d'un dialogue entre femmes et hommes sur le campus¹³».

C'est alors, continue Kimmel, que la critique arrive, et «toujours de deux horizons» : d'une part, celui des «étudiants blancs, toujours sur la défensive» (the angry-white-men-in-training), qui «résistent à tout ce qui peut ressembler de loin au féminisme». Une fois sur cinq, l'un d'entre eux, casquette de baseball sur la tête, interpelle Kimmel du fond de la salle, insinuant qu'il doit être homosexuel pour parler comme il le fait des femmes et du féminisme. «La seconde réaction est plus complexe, et un peu plus troublante», poursuit-il.

Une ou deux femmes féministes expriment leur mécontentement en attaquant mon argumentation, révélant ce qu'elles estiment être des illogismes et des contradictions. Leurs questions et la discussion qui s'ensuit se transforment rapidement en ce que l'on pourrait appeler «un piège tendu au patriarcat» [patriarchy-baiting] visant à faire apparaître [...] des points faibles révélant mes propres biais patriarcaux. Ces biais étant inévitablement révélés, leur réponse est un bruyant et triomphant : «aha! nous le savions bien!» et un moins bruyant mais clair soupir de soulagement. Les hommes *sont* tous les mêmes, et ce *mêmes* est patriarcal (Kimmel 1998 : 59-60). (Les italiques sont de l'auteur).

Après avoir précisé qu'il n'a pas l'intention de jouer au ventriloque et d'expliquer l'expérience des femmes à leur place, Kimmel poursuit : «Au contraire, je parle à partir de ma propre expérience en tant qu'homme dont les travaux sont consacrés à rendre le féminisme, tel que je le comprends, accessible et même acceptable aux hommes» (Kimmel 1998 : 61). Suivent quelques paragraphes où il attire l'attention sur ce qu'il appelle «une similarité significative» entre ces deux «peurs du féminisme».

Pour ce petit groupe de femmes féministes, les hommes *proféministes* ne peuvent pas exister parce que ces hommes sont des alliés potentiels, pas des ennemis. Très souvent ces femmes, tout comme les hommes blancs en colère, mettent en doute les intentions et les motifs des hommes qui les appuient. Pour faire avancer le féminisme, à la fois en tant qu'ensemble de théories et en tant que projet politique, je crois que nous devons confronter honnêtement ces deux peurs du féminisme.

Et l'auteur d'ajouter encore :

Pour certaines femmes, la peur des hommes *proféministes* provient d'une peur des hommes en général. Tous les hommes sont des hommes, des essences construites de manière monolithique, incapables de changement [...] Érection signifie domination et rien d'autre. [...] Être un homme veut dire être un oppresseur. [...] Puisque le privilège est inscrit de manière indélébile sur les hommes et qu'ils l'expriment, qu'ils le veuillent ou non, la seule possibilité pour les hommes d'être sauvés est de renoncer à la masculinité elle-même [...]. Quelqu'un ne peut pas être simplement un homme et appuyer le féminisme.

C'est ainsi que, par un habile glissement sémantique, Kimmel passe du mécontentement à la peur. Ce que nous aurions probablement qualifié de scepticisme, de méfiance ou d'incrédulité, l'auteur l'interprète en termes

13. La traduction en français de cette citation et des suivantes est de nous.

psychologiques de peur des hommes, sans fournir les informations suffisantes pour permettre aux lecteurs¹⁴ d'en juger. De plus, la réaction en question est désignée indifféremment comme peur des hommes proféministes et peur du féminisme («Comment pouvons-nous combattre ces deux peurs du féminisme?», demande Kimmel), et elle est traitée de manière symétrique puis assimilée avec la peur des hommes blancs dont il a été d'abord question. Résultat : en assimilant deux réactions politiquement et sociologiquement différentes, de la part de deux groupes socialement et politiquement opposés, l'auteur invalide par le fait même son plaidoyer proféministe et l'analyse sociologique qu'il prétend produire. Par ailleurs, comme on peut facilement imaginer que Kimmel fait salle comble lorsqu'il donne ses conférences dans les universités, la satisfaction manifestée par la majorité de ses auditoires (étudiantes, étudiants et collègues de sociologie et des *Women's Studies*) n'a-t-elle pas, sur le plan sociologique, plus de poids que l'incrédulité d'«une ou deux femmes»? Enfin, l'auteur ravive, tout en le dénonçant, le stéréotype des «féministes qui détestent les hommes» (feminists as man haters). Aussi lorsqu'il conclut : «Les hommes proféministes sont [...] des éléments nécessaires mais non suffisants au succès éventuel du féminisme» (Ibid : 68), on n'a plus d'autre envie que de lui poser la question : *With friends like that, who needs enemy?* Avec de pareils amis, qui a besoin d'ennemis?

Devant cet afflux (dans le monde anglo-saxon, en tout cas) de critiques et de prises de position masculines, Joyce Canaan et Christine Griffin (1990) seraient certainement heureuses de lire les articles publiés dans le présent numéro, elles qui, dans un recueil sur les hommes, les masculinités et la théorie sociale (Hearn et Morgan 1990), exprimaient on ne peut plus explicitement le scepticisme de nombreuses scientifiques féministes, tant ces critiques, disaient-elles, se situent à un niveau «relativement sécuritaire» de l'analyse «académique». Et elles demandaient :

Si les hommes sont si intéressés à effectuer des travaux qui sont critiques des formes dominantes de la masculinité, pourquoi leurs principales priorités politiques concernent-elles si rarement les bases du pouvoir patriarcal (et raciste, et capitaliste) dans leur propre champ de travail? Ils peuvent promouvoir l'autocritique ou le changement des autres hommes, à la fois individuellement et collectivement, mais il ne semble pas y en avoir beaucoup qui [prennent des risques] personnellement ou qui mettent leur carrière en péril. S'ils contestaient l'œuvre de ceux des «Grands Hommes» qui contrôlent les frontières des disciplines scientifiques et les budgets de recherche et d'enseignement, nous aurions davantage confiance en leur appui (Canaan et Griffin 1990 : 213).

C'est qu'il faut du courage pour s'attaquer aux «grands hommes» dans les disciplines, à ceux que Dale Spender (1981) appelait les *gate keepers* parce qu'ils ont le pouvoir d'ouvrir mais aussi de fermer les portes aux nouveaux venus dans le monde scientifique; et il n'en faut pas moins pour contester ceux que les médias acclament comme grands penseurs ou gourous.

Soudain, l'été dernier surgit en France la domination masculine... ou plus précisément son penseur. Avec l'aide du *Monde Diplomatique*, du magazine *Télérama* (un article toutes les semaines pendant quatre semaines!), du *Monde* – rien que de la bonne presse, celle fréquentée par les intellectuels en tout cas –

14. Nous pensons en effet que ces propos s'adressent essentiellement à des hommes et que, sur une base empirique aussi ténue, ils n'auraient probablement pas été acceptés dans un recueil féministe.

Pierre Bourdieu (1998) disait enfin¹⁵ ce qu'est la domination masculine : une affaire d'hommes, contraints de se disputer un capital symbolique, les femmes, et pour cela, victimes. Victimes mais ayant malgré tout le pouvoir de négocier, faire et défaire leur capital. Tandis que les femmes, ne possédant aucun capital de cette sorte, sont d'emblée hors jeu et donc exclues du rapport social qui les opprime. Objets du rapport de domination, elles ne peuvent qu'être soumises à l'habitus, c'est-à-dire à la disposition à être dominées, «l'inégalité en honneur, c'est-à-dire la domination» (p. 51), ne pouvant guère concerner que les hommes, seuls porteurs de l'honneur (dans la version «kabylienne» de la théorie, quand Bourdieu s'appuie sur des matériaux recueillis dans les années 60 en Kabylie), ou de la noblesse (dans la version moderne, quand il parle de nos sociétés contemporaines). Les thèmes de la masculinité et de la virilité sont ici réactivés, et surtout légitimés par le statut de l'auteur et sa place dans le paysage sociologique et médiatique français.

Est-ce un bien? Certes pas, car ce que l'auteur veut avant tout signifier, c'est l'immobilisme auquel il est raisonnable de se résoudre en matière de rapports entre les sexes, en dépit de quelques avancées reconnues comme devant être mises à l'actif du mouvement féministe. En cela, Bourdieu est bien dans la note de nos sociétés, il est socialement nécessaire, distribuant quelques bons points pour mieux endiguer le mouvement de fond du féminisme. L'article «Nos amis et nous», publié par Christine Delphy en 1977, nous revient spontanément en mémoire. Il n'est malheureusement pas périmé : «il fallait pour mieux rétablir l'ordre, faire parler des hommes sur les femmes [...] Ils ont la parole grâce à nous, mais de plus, en nous la retirant. Plus exactement c'est pour nous la retirer qu'on la leur donne» (Delphy 1998 : 176). Or la sortie du livre de Bourdieu, présenté comme le bilan d'une question par le grand sociologue du temps, qui règle rien moins que la question de la domination masculine en 134 pages, a un effet de clôture : les limites sont données, la chose est entendue, Bourdieu a dit que la domination masculine était une affaire d'honneur entre les hommes, point.

Alors les féministes ont-elles des alliés? Cela n'est pas évident non plus lorsqu'on lit le numéro de septembre-octobre 1998 du magazine féministe québécois *La Gazette des femmes* consacré aux hommes. D'une part, la majorité des 800 hommes qui ont participé au sondage SOM-*La Gazette des femmes* estiment, par exemple, que leurs relations amoureuses n'ont pas souffert (27%) ou ont changé positivement depuis l'avènement du féminisme (62%) et ils font aussi confiance à une femme qu'à un homme en politique (80%). D'autre part, ceux qui ont été sollicités pour une entrevue par les deux journalistes responsables du dossier n'ont pas manifesté un grand enthousiasme. «Le nombre d'hommes qui ont refusé de collaborer à ce dossier a atteint une telle proportion», explique Pierre de Billy (1998 : 24), «qu'il convient de la mentionner. Il y a eu ceux qui ont [...] signifié une fin de non recevoir lorsqu'est venu le temps de parler de leur expérience de conjoint d'une femme reconnue publiquement» et ceux «qui ont refusé de livrer leur témoignage lorsqu'ils ont su que celui-ci serait publié dans un magazine féministe». Mais le plus frappant – c'est le cas de le dire – des interviewés de cette série est celui qui, durant la discussion, «s'énervé,

15. À vrai dire, un bon tiers du livre paru en septembre 1998 reprend l'article de Bourdieu publié en 1990 dans *Actes de la recherche en sciences sociales*, mais après qu'il ait été nettoyé des scories les plus gênantes, comme des prises à partie gratuites d'autres auteurs (par exemple, contre Lacan, au début de l'article) qui cachent mal l'envie de Bourdieu d'être compté parmi les «grands», tels Freud, Sartre, Kant, ou l'absence totale de références aux travaux des sociologues féministes françaises. En huit ans, Bourdieu a enfin lu des textes féministes publiés entre 15 et 20 ans avant la parution de son article initial et livre dans la partie centrale de son ouvrage une sorte de *digest* de la littérature scientifique sur les rapports hommes-femmes.

vocifère, se lève et vlan! Il décoche un coup de poing au visage» du «copain profémiste» qui accompagnait le journaliste. Par ailleurs, lorsque les féministes dans le passé ont fait des recherches et mené des actions pour augmenter la scolarisation des filles et abolir le sexisme dans l'orientation et les choix professionnels, il ne s'est pas trouvé beaucoup d'intellectuels pour les appuyer. Maintenant que les filles, dans l'ensemble¹⁶, réussissent mieux que les garçons à l'école et qu'un plus grand nombre d'entre elles se rendent à l'université – sans pourtant qu'aient disparu les ghettos d'étude et d'emploi féminins et sans que, dans l'ensemble, les moyennes salariales des femmes et des hommes soient égales, loin s'en faut –, ils sont nombreux les intellectuels inquiets de l'avenir... des jeunes hommes. Dans un article du même numéro de *La Gazette des femmes*, Danielle Stanton en cite quelques-uns. Par exemple, un psychologue américain est d'avis que «le monde est devenu hostile aux garçons»; un anthropologue québécois pense que les féministes, du fait des programmes d'accès à l'égalité en emploi¹⁷, «sont peut-être en train de faire subir à leur fils le même genre d'injustice dont elles ont été victimes»; et un sociologue, québécois également, déclare que les nombreux hommes de sa génération qui ont «emboîté le pas au féminisme en croyant que Mère Nature serait aussi l'avenir des hommes» ont péché par un «excès de confiance [...] les féministes travaillaient pour les femmes, point. Je ne leur reproche pas», dit-il, «mais, admettons-le, nous avons été bien naïfs» (Stanton 1998 : 28-30).

C'est bien là que le bât blesse en effet : les féministes travaillent pour les femmes, pour abolir l'oppression subie par les femmes; le déplorer et refuser des mesures de rattrapage montrent combien est profonde, chez certains intellectuels, l'incompréhension du sens de la démarche féministe, à moins que ce ne soit le refus qu'existe un tel mouvement qui reconnaît la responsabilité des hommes dans le maintien de l'oppression. Et quel est ce mouvement féministe dit de «Mère nature»? Après la lecture de ces articles, qui exposent clairement au jugement de toutes des points de vue largement répandus dans la population en général et parmi les intellectuels considérés comme progressistes en particulier, on se dit à nouveau : avec de pareils amis...

Quelle place donc pour les hommes soutenant les idées féministes : à l'intérieur, au cœur du féminisme, dans une version masculine du féminisme, place que nous leur accorderions en reconnaissance du coût qu'ils paient pour s'associer à nous, et qui nous obligerait à particulariser au féminin notre féminisme? Ou bien à l'extérieur mais à proximité, en «force d'appui»? Parmi les professeurs profémistes de l'enquête de Margrit Eichler, ce ne sont pas les plus sensibles à la cause féministe, ceux qui ont le plus d'affinité intellectuelle et politique avec les féministes, qui affirment le plus haut et le plus fort leur «droit» à enseigner en études des femmes/féministes. Bien au contraire, comme nous l'avons déjà souligné, ceux-là perçoivent leur implication dans ce champ comme «problématique» car elle «contribue à renforcer les structures patriarcales existantes». De même, les hommes qui ont contribué au présent numéro, profémistes de fait, ne revendiquent pas le titre de féministe et ne tentent pas de se substituer aux femmes pour améliorer ou légitimer les actions ou les

16. Car il faut encore y regarder de plus près en considérant les variables de classe et de groupe ethnique.

17. Étrangement, les opposants aux programmes d'accès à l'égalité dans l'embauche des femmes dans les domaines professionnels où elles sont très minoritaires ne précisent jamais que, dans le petit nombre de programmes qui existent, notamment dans les universités au Québec (où les femmes représentent moins de 25 p. 100 du corps professoral), la priorité n'est accordée à une candidate que si elle a déjà démontré une «compétence égale» à celle du candidat masculin arrivé avec elle en tête de liste. Cette condition est pourtant écrite noir sur blanc dans les conventions collectives de travail et dans les divers documents d'information sur ces programmes.

analyses qu'elles mènent. Aussi leur contribution et l'éclairage particulier qu'ils apportent constituent-ils une collaboration précieuse à l'avancement de la recherche féministe et à la transformation des rapports sociaux de sexe dans le monde scientifique.

Huguette Dagenais
Département d'anthropologie
Université Laval

Anne-Marie Devreux
Centre national de la recherche scientifique
Paris

RÉFÉRENCES

- BALLORAIN, Rolande
1972 *Le nouveau féminisme américain*. Paris, Denoël-Gonthier.
- BEAUCHAMP, Colette
1987 *Le silence des médias*. Montréal, les Éditions du remue-ménage.
- BILLY, Pierre de
1998 «Les hommes mis à nu», *La Gazette des femmes*, 20, 3, septembre-octobre : 18-25.
- BOUCHARD, Pierrette, en collaboration avec Renée Cloutier et Thérèse Hamel
1996 «La recherche féministe en éducation», in Huguette Dagenais (dir.), *Science, conscience et action. 25 ans de recherche féministe au Québec*. Montréal, les Éditions du remue-ménage : 149-182.
- BOURDIEU, Pierre
1990 «La domination masculine», *Actes de la Recherche en sciences sociales*, 84, juin : 2-31.
1998 *La domination masculine*. Paris, Seuil.
- BROD, Harry
1998 «To Be a Man, or not to Be a Man - That is the Feminist Question», in Tom Digby (dir.), *Men Doing Feminism*. New York, Routledge : 197-212.
- BROD, Harry et Michael Kaufman (dir.)
1994 *Theorizing Masculinities*. Thousands Oaks, Sage.
- CANAAN, Joyce et Christine Griffin
1990 «The New Men's Studies : Part of the Problem or Part of the Solution?», in Jeff Hearn et David Morgan (dir.), *Men, Masculinities & Social Theories*. Londres, Unwin Hyman : 206-214.
- CARDEN, Maren Lockwood
1977 «Le nouveau féminisme américain», in Andrée Michel (dir.), *Femmes, sexisme et sociétés*. Paris, PUF : 161-169.
- CENTRE DE RECHERCHES ET D'ÉTUDES ANTHROPOLOGIQUES (CREA)
ET CENTRE D'ÉTUDES FÉMININES DE L'UNIVERSITÉ DE PROVENCE (BIEF-
CEFUP)
1992 *Des hommes et du masculin*. Lyon, Presses universitaires de Lyon.

CHANCEL, Jules (dir.)

1984 *Autrement*, Série Mutations, 61, juin : «Pères et fils. Masculinités aujourd'hui».

DAGENAIS, Huguette

1988 «Du point de vue des dominants... Réflexions théoriques et méthodologiques à partir d'une recherche en Guadeloupe», *Cahiers de l'APRE*, 7 : «Les rapports sociaux de sexe. Problématiques, méthodologies, champs d'analyse». Actes de la table ronde internationale des 24, 25 et 26 novembre 1987, Paris, IRESCO, vol. 1 : 106-113.

1997 «L'institutionnalisation des études féministes au Québec», *Cahiers du CEDREF*, 6 : 35-58.

DAUNE-RICHARD, Anne-Marie et Anne-Marie Devreux

1986 «La reproduction des rapports sociaux de sexe», in *À propos des rapports sociaux de sexe. Parcours épistémologiques*. Paris, CSU-CNRS : p.117-233. Réédition en 1990.

DELPHY, Christine

1998 *L'ennemi principal. 1. Économie politique du patriarcat*. Paris, Syllepse.

DESCARRIES, Francine et Christine Corbeil

1996 «La conciliation travail-famille», in Huguette Dagenais (dir.), *Science, conscience et action. 25 ans de recherche féministe au Québec*. Montréal, les Éditions du remue-ménage : 51-71.

DEVREUX, Anne-Marie

1988 «Les rapports de sexe constituent un rapport social et les hommes en sont l'un des termes : conséquences sur la construction des objets d'analyse», *Cahiers de l'APRE*, 7 : «Les rapports sociaux de sexe. Problématiques, méthodologies, champs d'analyse. Actes de la table ronde internationale des 24, 25 et 26 novembre 1987, Paris, IRESCO, volume 1 : 150-157.

1997 «Sociologie contemporaine et (re)naturalisation du féminin», in *L'invention du naturel : le rôle des sciences dans la conceptualisation et la légitimation du masculin et du féminin*. Journée d'étude du Centre de recherche en histoire des sciences et des techniques. Paris, 24 avril. Actes à paraître.

DIGBY, Tom (dir.)

1998 *Men Doing Feminism*. New York, Routledge.

DULAC, Germain

1994 *Penser le masculin*. Québec, Institut québécois de recherche sur la culture.

DURET, Pascal

1999 *Les jeunes et l'identité masculine*. Paris, PUF.

- EICHLER, Margrit (en collaboration avec Louise Vandelac)
1993 «Une situation ambiguë : les hommes qui enseignent en études sur les femmes», *Recherches féministes*, 6, 2 : 115-150.
- EL YAMANI, Myriame
1998 *Médias et féminisme*. Paris, L'Harmattan.
- FALCONNET, Georges et Nadine Lefaucheur
1975 *La fabrication des mâles*. Paris, Seuil.
- FALUDI, Susan
1991 *Backlash. The Undeclared War Against American Women*. New York, Crown Publishers.
- FREEMAN, Jo
1973 «The Origins of the Women's Liberation Movement», in Joan Huber (dir.), *Changing Women in a Changing Society*. Chicago, University of Chicago Press : 30-49
- GUILLAUMIN, Colette
1981 «Femmes et théories de la société : remarques sur les effets théoriques de la colère des opprimées», *Sociologie et sociétés*, XIII, 2 : 19-31.
- HEARN, Jeff et David Morgan (dir.)
1990 *Men, Masculinities & Social Theories*. Londres, Unwin Hyman.
- JARDINE, Alice, et Paul Smith (dir.)
1987 *Men in Feminism*. New York, Methuen.
- JOHNSON, Allan G.
1997 *The Gender Knot : Unraveling Our Patriarchal Legacy*. Philadelphie, Temple University Press.
- KAUFMANN, Jean-Claude
1992 *La trame conjugale. Analyse du couple par son linge*. Paris, Nathan.
- KERGOAT, Danièle, et al. (dir.)
1992 *Les infirmières et leur coordination, 1988-1989*. Paris, Lamarre.
- KIMMEL, Michael
1998 «Who's Afraid of Men Doing Feminism», in Tom Digby (dir.), *Men Doing Feminism*. New York, Routledge.
- LAMOUREUX, Diane
1981 «Mouvement social et lutte des femmes», *Sociologie et sociétés*, XIII, 2 : 131-138.
- LAURIÈRE, François, Olivier Quérrouil et Alain Royer (dir.)
1978 *Recherches*, 35 : «Masculinités». Paris, CERFI.
- MAC AN GHAILL, Mairtin
1996 *Understanding Masculinities*. Buckingham, Open University Press.

- MESSNER, Michael A.
1997 *Politics of Masculinities. Men in Movements*. Thousands Oaks, Sage.
- OUELLET, Francine, Marie-Christine Saint-Jacques et Jocelyn Lindsay
1993 «La violence faites aux femmes en milieu conjugal : une peur qui perdure», *Recherches féministes*, 6, 2 : 39-64.
- PICK, Françoise
1993 *Libération des femmes. Les années mouvement*. Paris, Seuil.
- SEIDLER, Victor
1997 *Man enough : Embodying Masculinity*. Londres, Sage.
- SPENDER, Dale
1981 «The Gatekeepers : a Feminist Critique of Academic Publishing», in Helen Roberts (dir.), *Doing Feminist Research*. Londres, Routledge & Kegan Paul : 196-202.
- STANTON, Danielle
1998 «Les blues des gars. No man's land identitaire», *La Gazette des femmes*, septembre-octobre : 27-32.
- STOLTENBERG, John
1990 *Refusing to Be a Man*. New York, Fontana/Collins.
- TREMBLAY, Manon
1996 «Québécoises, pouvoir et politique», in Huguette Dagenais (dir.), *Science, conscience et action. 25 ans de recherche féministe au Québec*. Montréal, les Éditions du remue-ménage : 197-233.
- WELZER-LANG, Daniel
1992 «Les études ou écrits sur les hommes et le masculin en France», in Centre de recherches et d'études anthropologiques (CREA) et Centre d'Etudes féminines de l'Université de Provence (BIEF-CEFUP), *Des hommes et du masculin*. Lyon, Presses universitaires de Lyon : 13-23.
- WELZER-LANG, Daniel et Jean-Paul Filliod
1993 *Les hommes à la conquête de l'espace domestique : du propre et du rangé*. Montréal et Paris, VLB et Le Jour.